



Appel international des 100 pour refuser la dictature du tout-anglais

Au chef de l'État premier contributeur de la Francophonie, ce collectif demande de cesser collaborer à la colonisation de notre pays (et de la Francophonie)

AntipodeS - Études de langue française en terres non francophones

vol. 2, n° 1 - janvier / juin 2019

Varia

<https://portalseer.ufba.br/index.php/Antipodes/index>
ISSN électronique : 2596-1837

16 juin 2019

La liste des signataires du manifeste publié ci-dessous est accessible à <https://manifestefrancais.blogspot.com/>

Dans sa qualité, dans son usage même, la langue française sombre en déshérence. Comme tant d'autres langues, et avec trop d'autres cultures, elle se trouve de fait colonisée par l'hégémonie anglo-américaine.

À l'occasion du soixante-dix-neuvième anniversaire de l'appel à la résistance du Général de Gaulle, un collectif composé de représentants de vingt-cinq nations s'adresse au Président de la République française.

Au chef de l'État premier contributeur de la Francophonie, ce collectif demande de montrer l'exemple de la résistance, plutôt que de collaborer à la colonisation de notre pays.

Intégralement publié le 16 juin dans le quotidien français *Le Parisien* / Aujourd'hui en France, le manifeste reçoit le soutien de cent signataires, aussi divers que, entre autres, l'astrophysicien Jean-Pierre Luminet, ou le neuro-psychiatre Boris Cyrulnik, le chanteur Pierre Perret ou la championne Jeannie Longo, l'écrivain Didier Van Cauwelaert, ou l'Acadien Zachary Richard (« Travailler, c'est trop dur »), le Suisse Jean Ziegler, vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ou Agnès Rosenstiehl, (auteur-illustratrice de « Mimi Cracra »), le Québécois Jean-Paul Perreault, président d'Impératif français, le Franco-Ontarien Benoît Cazabon, linguiste, co-fondateur e ex-directeur de l'Institut franco-Ontarien, et plusieurs autres.

Manifeste¹ adressé au président de la République française

Monsieur le Président de la République,

La langue française va mal. Étouffée par l'anglo-américain, elle voit désormais son usage

¹ Le texte de ce manifeste a bien sûr été mis ici aux formats d'AntipodeS (NDR).

même évincé par cette dernière langue devenue si peu étrangère. Confrontée à cette invasion, notre mémoire renvoie en écho un passé douloureux de soumission et d'oubli de soi. Une majorité capitulatrice plaidera le réalisme, hermétique aux cris sourds d'une identité enchaînée par une pseudo « langue universelle », en réalité servante d'un maître particulier.

Le français outragé, le français brisé, le français martyrisé. Mais le français rendu à la dignité si, Monsieur le Président, vous choisissez de suivre enfin la trace laissée par l'esprit de résistance.

– Il est demandé au chef de l'État premier contributeur à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), de montrer l'exemple : en renonçant à l'emploi de l'anglo-américain à l'étranger, quand le français demeure l'une des deux premières langues d'usage d'une majorité d'organes internationaux ; en renonçant à l'utilisation peu digne de l'anglo-américain en France même, décourageant ainsi nos visiteurs de pratiquer une langue désertée par ses locuteurs naturels.

– Il est demandé au chef de l'État de faire étudier une loi renforçant le dispositif linguistique présent en en rendant notamment l'application contraignante. De rappeler aux autorités judiciaires leur pouvoir de poursuivre les contrevenants à une loi constamment bafouée. De rappeler, immédiatement, les préfets à leur obligation de contrôle de légalité pour les collectivités en infraction, par défaut, avec l'article 15 de la Loi du 4 août 1994.

– Il est demandé au garant de la Constitution d'interrompre la marche suicidaire vers l'intronisation de la langue anglo-américaine comme seconde langue officielle de la nation ; ainsi devrez-vous mettre un terme au projet sacrilège prétendant dispenser dans les établissements scolaires des cours de matières générales en anglo-américain.

Ce manifeste reçoit des signatures venues de France, mais aussi des francophones du monde entier. Du pays source de la langue commune, la Francophonie attend légitimement le signal fort d'une résistance enfin consciente de l'enjeu.

– Il est donc attendu du chef de file de l'OIF qu'il mette la politique étrangère de la France en accord avec les revendications humanistes de l'organisation, fidèle à la langue des Lumières, celle de l'égalité et du partage. À cet égard, nous déplorons l'installation au poste de secrétaire générale de l'OIF d'une personnalité rouandaise membre actif d'un régime politique détestable.

– Il est attendu du chef de file de l'OIF qu'il défende l'usage de la langue française, non qu'il le rétrécisse. Les francophones se sont particulièrement émus de votre adoubement, lors du dernier Sommet de la Francophonie, de l'anglo-américain comme « langue d'usage » pour le monde. À en juger par le dynamisme économique d'une majeure partie de l'Afrique francophone, comme par la vitalité économique du Canada francophone, terre de créativité et de haute technologie, leur « langue d'usage » – le français – en vaudrait pourtant d'autres.

Lors de ce Sommet, nous vous avons également entendu ceindre la langue française du titre de « langue de la création ». Convierait-il déjà que l'État encourageât les appellations françaises pour baptiser nouveaux produits et services créés par toute entreprise revendiquant son aide ; mieux, par toute entreprise où entrent des capitaux d'État. Or il se produit très exactement l'inverse.

Faute d'avoir su précéder le Québec comme référence mondiale pour la défense du français, du moins sachons nous inspirer de sa pugnacité et abandonner nos comportements serviles. Il y va de notre identité nationale et de l'avenir de la Francophonie.

Nous vous remercions de l'attention que vous voudrez bien porter à notre requête. Veuillez croire, Monsieur le Président de la République, à notre haute considération.

Les signataires du manifeste à <https://manifestefrancais.blogspot.com/>

Collectif LANGUE FRANÇAISE
Langue-française2018@laposte.net

Diffusé par :

Jean-Paul Perreault
Président
Impératif français
Recherche et communications : imperatif@imperatif-francais.org

Date de remise au comité de rédaction d'AntipodeS

juin 2019

Date de publication

le dimanche 21 juin 2020

Pour citer cet article

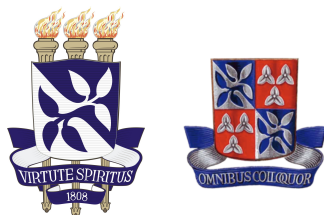
COLLECTIF LANGUE FRANÇAISE. Appel international des 100 pour refuser la dictature du tout-anglais. **AntipodeS - Études de langue française en terres non francophones**. São Salvador da Bahia de todos os Santos, Brésil : Universidade Federal da Bahia, vol. 2, n° 1, janvier / juin 2019 ; p. 389-392. Rubrique Varia. ISSN électronique : 2596-1837. Disponible en <<https://portalseer.ufba.br/index.php/Antipodes>>. Mis en ligne le dimanche 21 juin 2020.

Droits d'utilisation



Cette revue est publiée en [libre accès](#) électronique sous la protection de la licence *Creative Commons* de type *Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International*, dont les termes sont consultables en ligne à l'adresse <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/legalcode> : ses contenus sont publiés gratuitement et libres de droits d'utilisation non commerciale par un tiers, ce dernier étant néanmoins soumis à l'obligation de citation de source, de déclaration de toute altération et de publication dans les termes de la même licence. Les auteurs de travaux publiés sur ce site conservent leurs droits de copie (*copyright*).

Éditeur



AntipodeS - Études de langue française en terres non francophones
ISSN électronique : 2596-1837
<https://portalseer.ufba.br/index.php/Antipodes>

Instituto de Letras
Universidade Federal da Bahia

São Salvador da Bahia de todos os Santos
Brasil